

Le premier ministre libanais Hariri sanctionné par la rue sunnite

Le parti du dirigeant sunnite a pâti du mode de scrutin à la proportionnelle et de sa politique de conciliation avec le Hezbollah chiite

BEYROUTH - correspondant

Vendredi 4 mai, deux jours avant les élections législatives libanaises, un porte-parole du Courant du futur, le parti à dominante sunnite du premier ministre Saad Hariri, avait confié au *Monde* son pronostic personnel : « Entre 25 et 30 sièges. »

Dans les faits, la formation du chef du gouvernement n'a remporté que 21 des 128 sièges du Parlement, un score inférieur d'un tiers au résultat obtenu par le Courant du futur lors de la précédente consultation, en 2009 (31 sièges). Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, en 1990, le Courant du futur a perdu le quasi-monopole dont il disposait sur la représentation de la communauté sunnite, à laquelle le système confessionnel en vigueur au Liban accorde 27 sièges au Parlement.

« C'est le résultat de la gestion très amateur de Saad Hariri, vitupère Hazem Saghieh, éditorialiste à *Al-Hayat*, un quotidien panarabe à capitaux saoudiens. Sa po-

litique est trop fluctuante pour convaincre son public. Un jour, il accuse le Hezbollah d'être l'agent de l'Iran, et un autre jour, il s'assied et passe des accords avec lui. »

Le mouvement chiite, bête noire d'une grande partie des sunnites libanais, qui n'admettent pas qu'il ait conservé ses armes après le retrait israélien du Sud-Liban (2000) et qui lui reprochent son intervention militaire en Syrie, aux côtés des forces pro-Assad, est le grand vainqueur du scrutin. Le tandem qu'il forme avec son quasi-ju-

meau, le parti Amal, a raflé 26 des 27 sièges du quota chiite.

« Ce n'est pas la fin du monde »

Avec les chrétiens, druzes et sunnites qu'ils avaient intégrés à leur liste et qu'ils sont parvenus à faire élire, et avec les indépendants et petits partis proches de leurs vues qui ont obtenu des sièges, ces deux formations contrôlent environ un tiers du Parlement. Si l'on ajoute les résultats du Courant patriotique libre (droite chrétienne) du président Michel Aoun, lié au Hezbollah par une vieille alliance

susceptible d'être ranimée, les options stratégiques de ce parti, héraut de la « résistance » contre Israël, disposent d'une majorité à la chambre des députés.

Devant la presse et les cadres de son mouvement, convoqués lundi 7 mai dans sa vaste demeure du centre de Beyrouth, Saad Hariri s'est efforcé de dédramatiser ces résultats. « Nous aurions peut-être aimé avoir trois ou quatre députés de plus, mais ce

« Hariri est trop fluctuant : un jour il accuse le Hezbollah d'être l'agent de l'Iran, un autre jour il passe des accords avec lui »

HAZEM SAGHIEH
éditorialiste du quotidien panarabe « Al-Hayat »

n'est pas la fin du monde », a-t-il dit. Récusant toute autocritique,

il a imputé le recul de son camp à la nouvelle loi électorale qui instaure une forme de proportionnelle tempérée. Ce système a conduit à une multiplication des candidatures et un relatif éparpillement des voix, qui a surtout été préjudiciable au Courant du futur, dont l'électorat est moins captif que celui des partis chiites.

A Beyrouth-2, par exemple, le district à majorité sunnite de la capitale, pas moins de neuf listes étaient en lice, pénalisant le Courant du futur qui n'a pu s'emparer que de six des onze sièges en jeu. « Si nous avions fait les élections législatives sur la base de la loi majoritaire, nous aurions gagné dans toutes les régions », a assuré Saad Hariri.

Au sein de son parti, cette explication univoque ne satisfait pas tout le monde. Des cadres imputent une partie de la défaite au positionnement très centriste de Saad Hariri, qui depuis plusieurs années, au nom de la stabilité du Liban, s'abstient d'attaquer fron-

talement le Hezbollah. « Beaucoup d'électeurs voudraient que nous soyons plus agressifs à son encontre, reconnaît Mohamed Shoumam, un membre du bureau politique du Courant du futur. Malheureusement pour eux, nous croyons davantage dans l'éducation et la bonne gestion que dans les armes. »

« La confiance est rompue »

Attablé à un café de la rue Hamra, la principale artère commerçante de Beyrouth, Sami, un ingénieur de Tarik Jdeïd, quartier populaire sunnite, fustige la campa-

gne menée par le premier ministre : « Il s'est réveillé il y a seulement deux semaines. C'est à ce moment-là qu'il a commencé à durcir le ton contre le Hezbollah. Mais c'était trop tard. La confiance est rompue. Dans mon quartier, certains jeunes ont refusé l'argent qu'on leur distribuait pour aller voter Hariri. »

La direction du Courant du futur évacue ces critiques en pointant l'échec des listes dissidentes patronnées par Achraf Rifi, ancien

ministre de la justice basé à Tripoli, partisan d'une ligne plus musclée à l'égard du Hezbollah. « S'il n'a pas pu profiter de la colère des Tripolitains, c'est parce qu'il n'avait pas grand-chose à leur offrir, il n'a pas de réseau comme Hariri et Najib Mikati » – un ancien premier ministre dont la liste a obtenu quatre sièges dans la grande ville du Nord –, rétorque Emile Hokayem, analyste à l'International Institute for Strategic Studies.

Le premier ministre sortant, en dépit du revers qu'il vient d'encaisser, ne semble pas vouloir dévier de sa route. « Mon travail dans ce pays est de parvenir à des ententes entre les gens », a-t-il déclaré, signalant ainsi, de manière tacite, sa détermination à former un nouveau gouvernement d'union et à poursuivre sa coopération avec le Hezbollah. « Les sunnites du Liban veulent de la stabilité, affirme un haut responsable du Futur. Ils ont vu ce qui est arrivé aux sunnites d'Irak, de Syrie ou du Yémen. Ils ne veulent pas subir le même sort. » ■

BENJAMIN BARTHÉ